

ACTION URGENTE

ÉQUATEUR. DES DÉTENUS SONT EN DANGER IMMINENT

Les détenus incarcérés dans au moins cinq grandes prisons en Équateur sont en danger imminent d'être confrontés à la faim et à des problèmes de santé, car les autorités pénitentiaires ont suspendu l'approvisionnement en nourriture et en médicaments depuis le 24 avril. Amnesty International demande au Service national de prise en charge intégrale des personnes privées de liberté (SNAI) de rétablir immédiatement l'accès à la nourriture et aux médicaments et de garantir les droits à la santé, à l'alimentation et à l'intégrité physique de tous les détenus en Équateur.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

General Luis Eduardo Zaldumbide López
Directeur général
Orellana E3-62 y 9 de Octubre
Quito, Équateur
Téléphone/ Fax : 593 2 3932 520
Courriel : luis.zaldumbide@atencionintegral.gob.ec

Monsieur,

Je suis vivement préoccupé-e par la situation des détenus dans les prisons équatoriennes, notamment dans les provinces d'Esmeraldas, Manabí, Guayas et Cotopaxi. Depuis le 24 avril au moins, les autorités carcérales ont suspendu l'approvisionnement en nourriture et en médicaments pour les détenus, au motif que l'État n'aurait pas payé l'entreprise qui fournit les repas dans les prisons du fait d'une réduction budgétaire. Dans l'intervalle, les familles des prisonniers sont contraintes d'acheter des aliments et des médicaments pour leurs proches, tandis que les autorités n'ont pas indiqué clairement s'il s'agit d'une mesure temporaire.

La santé et l'intégrité physique des détenus étaient déjà gravement menacées à la suite de la déclaration de l'état d'exception en Équateur le 8 janvier, date à laquelle les services de santé ont été suspendus à l'intérieur des prisons, ce qui a entraîné une détérioration de l'état de santé de nombreux détenus. En outre, depuis l'instauration de l'état d'exception, les forces armées équatoriennes ont totalement pris le contrôle des prisons à travers le pays et les organisations de défense des droits humains reçoivent des allégations de cas de mauvais traitements infligés aux prisonniers.

Aussi demandai-je au Service national de prise en charge intégrale des personnes privées de liberté (SNAI) de veiller à ce que les droits des détenus ne soient pas mis en péril et à ce que l'accès à la nourriture et aux médicaments soit rétabli sans délai.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis des années, l'Équateur [traverse](#) une crise soutenue de son système pénitentiaire, marquée par plusieurs massacres. Selon le Comité permanent pour la défense des droits humains (CDH), environ 600 personnes sont mortes dans les prisons en Équateur depuis 2019. En outre, d'après les informations reçues par Amnesty International, les services de santé à l'intérieur des prisons équatoriennes ne fonctionnent plus dans la pratique depuis au moins 2022.

Les récentes mesures adoptées par le président Daniel Noboa ont exacerbé la situation déjà critique dans les prisons. Les 8 et 9 janvier, il [a instauré](#) l'état d'exception et déclaré l'existence d'un conflit armé interne, à la suite de quoi les forces armées ont pris le contrôle des prisons en Équateur. Ces deux décrets ont été prolongés. Depuis, les services de santé sont suspendus à l'intérieur des prisons. En outre, les organisations de défense des droits humains [ont reçu](#) durant cette période des allégations de mauvais traitements infligés à des détenus par des soldats.

Le 24 avril, les autorités carcérales [ont informé](#) les familles des détenus en Équateur de la suspension de l'approvisionnement en nourriture et en médicaments. Selon la couverture médiatique nationale, cette mesure [a été prise](#) en raison du retard de paiement de l'entreprise privée qui fournit les repas dans les prisons du pays. Les familles ont reçu une liste des médicaments qu'elles devaient acheter pour leurs proches, car ils n'étaient plus disponibles dans les prisons.

Ce même jour, les familles des prisonniers [ont organisé](#) un rassemblement pacifique devant le siège du Service national de prise en charge intégrale des personnes privées de liberté (SNAI), afin d'exiger des informations sur l'état de santé de leurs proches et le rétablissement de l'approvisionnement en nourriture et médicaments.

L'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (règles Mandela) [dispose](#) que les administrations pénitentiaires doivent fournir à chaque détenu une alimentation ayant une valeur nutritive suffisante et un accès à de l'eau potable, et que l'État a la responsabilité d'assurer des soins de santé aux détenus. Enfin, le droit international relatif aux droits humains et les normes en la matière établissent l'interdiction absolue de la torture et des mauvais traitements à l'encontre de toute personne, y compris des personnes privées de leur liberté.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 6 juin 2024

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : des détenus en Équateur (ils / eux)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : Aucun